

A QUAND LA CARTE DU CANADA ?

Aurons-nous jamais une carte du Canada, en langue française ?

Je dois être admis à poser cette question puisque malgré tous nos agissements et tous nos efforts, depuis bientôt cinq ans, nous n'avons rien vu venir.

Il est vrai qu'en ces derniers temps un libraire canadien-français, voulant paraître plus avisé que ses confrères, a jeté sur le marché une grande carte murale coloriée qui s'intitulait pompeusement *Carte française du Dominion du Canada*. A cette entreprise nouvelle, le succès ne devait pas répondre. Le bon public, dont la perspicacité est rarement en défaut, avait deviné tout de suite le truc. Ce qu'on lui servait n'était que la servile reproduction d'un document publié par le ministère de l'Intérieur, à Ottawa. Le titre seul était français; tout le reste, les noms des provinces, les accidents géographiques, les grands cours d'eau, tout était transcrit en anglais. Et c'est cette chose-là que l'on daignait appeler "une carte géographique française!"

Fallait-il en faire reproche à notre libraire? A n'en pas douter ses intentions étaient des plus pures. Il s'était adressé, comme tout le monde, au gouvernement du Canada, et on lui avait fait remise de la seule carte en existence, c'est-à-dire d'une carte anglaise.

Le gouvernement canadien — il n'en coûte rien d'en faire l'aveu — n'est pas d'ordinaire chiche de ses productions géographiques. Comme il procède, bon an mal an, à un tirage de cinquante mille cartes murales du Canada, et à un autre tirage de cent mille exemplaires du *Petit Atlas*, il n'est retenu par aucun motif de ne pas les prodiguer. Aussi,

circulent-ils, cartes et atlas, dans toutes les parties du pays, et peut-être plus encore à l'étranger.

Mais la question n'est pas là. Un gouvernement, quel qu'il soit, n'est pas créé et mis au monde pour servir exclusivement les intérêts d'un groupe. Il se doit à tout et à tous. Les droits et les besoins des autres groupes sont d'un caractère aussi sacré, aussi respectable, que ceux du groupe principal qui constitue la majorité de la nation. C'est même l'une des règles fondamentales de notre constitution que les citoyens du pays, qu'ils forment la minorité ou la majorité, soient placés sur un pied d'égalité, lorsqu'il s'agit de la publication ou encore de la distribution de documents publics pouvant servir à l'instruction générale.

Or, c'est ce que l'on ne paraît point comprendre dans les hautes sphères officielles de la capitale fédérale.

Ce ne sont pourtant pas les représentations ni les démarches qui ont fait défaut.

Déjà, en 1912, la Société de géographie de Québec — je parle plus particulièrement de cette association ayant été tenu au courant de ce qui s'y est passé — laissait entendre au gouvernement qu'il ne saurait trouver une occasion plus propice pour donner une traduction de la grande carte murale du pays ainsi qu'une traduction des petits *Atlas du Canada*, ces derniers formant une sorte de manuel géographique parsemé de cartes des provinces, avec en outre un texte explicatif. On devait procéder en effet à un tirage supplémentaire et puisqu'on destinait une bonne partie de ces productions géographiques à la Belgique, à la France et à la Suisse, il n'était que raisonnable, déclarait la Société de géographie, qu'on leur fit tenir des cartes ou des atlas dans une langue que ces peuples pussent interpréter.

La Société de géographie de Québec invoqua un autre argument. Ces cartes du Canada, à la publication desquelles tous les citoyens du pays contribuent de leurs deniers, ne sont pas dressées uniquement pour servir d'amorce à l'immigration étrangère. Elles servent encore à l'instruction de notre peuple, et c'est dans ce but qu'on en pourvoit les grandes maisons d'enseignement dans la plupart des provinces du Canada. Seulement, jusqu'à ce jour, nous n'avons vu appendues aux murs de nos écoles que des cartes de facture anglaise. C'est à croire vraiment que plus des deux millions de personnes dont se compose la population ethnique du Canada et qui parlent le français, ne forment qu'une quantité négligeable.

Les pouvoirs publics — pour en revenir à nos premières démarches — leur firent tout d'abord un assez bon accueil. Sans y mettre d'enthousiasme, ils les jugèrent même hautement raisonnables, mais on se retrancha derrière le fait que la carte anglaise du Canada était déjà sous presse et qu'il ne restait qu'à attendre une nouvelle édition.

La patience étant une vertu pratiquée depuis longtemps par les nôtres, ce premier contretemps fut subi sans le moindre murmure. Ne nous donnait-on pas, au reste, une lueur d'espoir pour l'avenir? Avec cette foi robuste qui nous caractérise, nous jugeâmes que la partie était à peu près gagnée et qu'un second pétitionnement pour l'année suivante ferait crouler toutes les résistances.

De longs jours s'étant succédé sans que l'officiel daignât interrompre son silence, notre Société de géographie, prise d'inquiétude, revint à la charge, en ayant soin cette fois de rendre sa réclamation plus pressante que jamais. Elle fit entendre qu'elle ne sollicitait ni une faveur, ni un privilège, mais la reconnaissance d'un droit. Par la même occasion, elle rappela au ministère dont relève la publica-

tion des cartes géographiques du pays, ses déclarations précédentes et insista avec force sur la nécessité d'une carte du Canada en langue française. Pour mettre ces messieurs du ministère en bonne posture et leur enlever, si possible, tout prétexte d'ajournement ou de refus, la Société de géographie poussa même la condescendance jusqu'à leur offrir de confier le travail de la traduction à quelques-uns de ses membres.

Cette dernière proposition parut sourire au ministère, on le fit même savoir, mais tout s'arrêta là. Depuis, deux cartes du pays ont été publiées dans les années 1915 et 1916, de nouvelles éditions de l'*Atlas du Canada* ont paru, mais pas l'ombre d'une carte nettement française. Des excuses, ou tout au moins des explications, auraient pu, il semble, être offertes. La Société de géographie ne connut ni les unes ni les autres.

Nonobstant cette façon cavalière de procéder à son égard, la Société de géographie de Québec — on me l'a fait savoir — n'entend pas se désintéresser de la question ni abandonner la partie. L'heure, à la vérité, n'est pas absolument propice pour renouveler ses représentations, car, cette fois, le ministère, avec les dispositions qu'on lui sait, ne manquerait point de s'appuyer sur les frais énormes qu'entraîne la guerre actuelle, pour opposer un refus catégorique, mais la paix revenue, l'équilibre rétabli, de nouvelles instances seront faites, on peut en être sûr. Nous ne laisserons pas périmer un droit qui nous est reconnu par l'acte de la Confédération, et la Société de géographie de Québec, s'il en est besoin, fera appel, nous le savons, à toutes les influences pour l'aider à obtenir justice.

EUGÈNE ROUILLARD.

LES QUARANTE-HUIT PAGES DE L'ACTION FRANÇAISE

Nous sommes messager de bonnes nouvelles: l'Action française, à partir de janvier prochain, paraîtra sur quarante-huit pages au lieu de trente-deux. En dépit de la hausse du papier, cela ne comportera aucune augmentation des tarifs d'abonnement. — Vous avez donc fait un héritage, nous dira-t-on peut-être, ou votre appel pour que grandisse l'Action française a subitement provoqué de munificentes réponses? — Pas du tout. Les réponses, généreuses par l'intention, sont peu nombreuses encore, ne figurent que pour un chiffre modeste dans nos états de compte et personne n'a eu jusqu'ici la gracieuseté de coucher l'Action française sur son testament. Le plus clair de notre actif, c'est toujours la bonne volonté, le dévouement de nos collaborateurs et de nos amis. — Mais alors? — Alors, nous escomptons cette bonne volonté et ce dévouement; nous faisons appel à des bonnes volontés et à des dévouements nouveaux.

C'est de quoi, jusqu'ici, a vécu l'Action française; c'est de quoi elle devra vivre et grandir.

Bonnes volontés et dévouements peuvent d'ailleurs se traduire sous des formes indéfiniment variées. Ils peuvent se traduire en collaboration directe, en propagande pour l'abonnement et les annonces, en souscriptions pures et simples. Chacun donne ce qu'il a, et les directeurs de la revue n'ont aucun scrupule à solliciter les offrandes des autres. A cette cause ils donnent leur temps, leur travail, sans en avoir tiré, sans compter en tirer un sou.

Nous prions nos lecteurs, s'ils estiment que l'Action française fait de la bonne besogne, qu'elle mérite de grandir, de se poser, tout simplement, la question suivante: "N'ai-je pas là, tout près de moi, un, deux, trois, dix amis peut-être, auxquels il me suffirait de dire un mot pour les faire s'abonner?"

Des propagandistes ont fait cela dès le début, alors qu'on n'avait que des espérances à offrir, alors que le public pouvait se dire: "Combien de temps cette revue durera-t-elle? N'est-ce pas, comme tant d'autres, une entreprise mort-née?" La besogne est dix fois plus facile maintenant que dix numéros de la revue sont là, attestant toute sa vitalité. Elle sera plus facile encore demain, puisque le propagandiste pourra dire: l'Action française vous offre cette année près de quatre cents pages de texte; elle vous en donnera l'an prochain près de six cents... Le fait est que tous les nouveaux abonnements devraient être pris pour les deux années.

L'expérience prouve que très souvent le propagandiste répond à l'intime désir de celui auquel il s'adresse. — Ah! oui, l'Action française, lui dit-on, il y a déjà longtemps que je voulais m'y abonner, mais je n'en trouvais point l'occasion.

Nous avons obtenu un succès dont nous sommes heureux, mais qui reste absolument en deçà de ce à quoi nous avons le droit d'aspirer. Il est des villes où nous n'avons que deux ou trois souscripteurs, tandis que, dans telle localité d'importance à peine égale, nous en avons trente ou quarante. Il faut que l'équilibre soit rétabli dans le bon sens. Dans de grandes villes comme Québec et Montréal, nous n'avons encore exploité qu'une fraction du champ qui s'offre à nous.

Nous prions nos amis de nous donner un coup d'épaule. Que ceux qui ont déjà travaillé redoublent leur effort! Que ceux qui n'ont pas eu le temps ou l'occasion de mettre la main à la pâte réparent le temps perdu! Rien ne vaut le travail volon-

taire, et il suffirait d'un mouvement d'ensemble pour doubler et tripler notre tirage.

C'est la Cause qui en profitera !

* * *

Dans un autre domaine aussi, dans celui de l'annonce, nos amis peuvent efficacement nous aider. Pour maints articles, la revue est une excellente tribune de publicité. L'un de nos meilleurs amis nous confessait, il n'y a pas longtemps, que de toutes ses annonces, c'était celle de l'Action française qui lui avait le plus rapporté. Et puis, dans le cas d'une revue comme celle-ci, on peut sans vergogne faire appel à la sympathie. Qu'on jette ce motif dans la balance !

Cet appel à la sympathie, nous n'avons aucune hésitation à le répéter sous sa forme la plus directe. Nous le faisons chaque jour à nos collaborateurs, qui donnent leur temps et leur travail. Pourquoi ne l'adresserions-nous pas à ceux qui possèdent de l'argent ?

Cet argent, nous voyons si clairement combien il serait facile de lui faire produire des fruits de salut ! Nous voyons si bien comment telle somme, relativement minime, nous permettrait de donner à la revue une extension nouvelle, d'adresser à quelques centaines d'intéressés une circulaire qui déterminerait un mouvement bienfaisant, d'assurer le lancement d'un livre de propagande ! Nous voyons si bien combien il suffirait d'une souscription importante ou de quelques modestes souscriptions combinées pour donner à notre oeuvre un nouvel et puissant essor !

L'Action française, de Paris, a réuni par souscriptions, la plupart minimes, près de cinq cent mille francs pour conjurer la "crise du papier". Nous n'avons pas de si hautes ambitions ! Il nous suffirait d'infiniment moins pour faire de très utile besogne.

Avec quelques piastres, fécondées par le dévouement, nous avons réussi à mettre sur pied notre revue, à fonder la permanence de notre ligue. Qu'on nous permette de multiplier nos ressources, et nous croyons pouvoir promettre que le résultat ne décevra pas les espérances de nos amis.

... Si d'aventure l'on s'avisait de penser qu'il est un peu hardi de tendre ainsi la main, nous répondrions simplement: C'est pour la langue française ! Pour elle, un homme comme M. Massé s'est laissé jeter au cachot, des commissaires d'écoles, de petites institutrices ont risqué la prison. Pourquoi, pour elle et pour sa gloire, aurions-nous honte de mendier ?

OMER HÉROUX.

*Novembre ramène l'anniversaire de la mort
d'ANTHONY FREELAND.*

*Pour honorer la mémoire du champion
de la justice,*

L'Action française

*a cru ne pouvoir mieux faire que de
demander à M. Samuel Genest
d'évoquer son image.*

*M. Genest a bien voulu accepter.
Son article paraîtra le mois prochain.*

ent,
la
ulti-
e le

SILHOUETTE

BOUCHES MOLLES

On parle beaucoup de notre langue par le temps qui court. Elle est à la mode.

Les uns la travaillent *con amore*, pour l'épurer, l'éche-
niller, la désangliciser, nous la faire aimer, mieux écrire et
mieux parler. D'autres lui consacrent leur ignorance et
leurs préjugés pour la mieux haïr et nous l'arracher. Plu-
sieurs trient ses mots, les passent au tamis, les vannent et
livrent au vent les vocables parasites qui s'y collent et la
défigurent. Plus d'un, continuant l'œuvre de l'école,
reprise les accros faits à sa syntaxe, modernise ses formes
vieillotées, la rhabille à neuf, ainsi qu'une dame dont on a
couvert de poussière et déchiré le manteau le long des routes.

Qu'on me permette d'y aller, moi aussi, de mon humble
salut à cette grande dame. Pour la servir, je cite comme
un criminel, au tribunal de ses fidèles défenseurs:—les
Pierre Homier, les Rivard, les Héroux, les Lorrain, les
éducateurs et tous les pères et mères de famille, — le petit
Canadien qui la maltraite.

Ce petit Canadien s'appelle Neuf-sur-Dix. Il est
légion.

C'est l'enfant qui n'articule pas; à qui on n'a pas appris
à articuler. C'est le demi-muet dont les mots sont des
paquets de voyelles; dont la langue et les mâchoires sont
restées au maillot, si on peut dire; qui continue de faire
heu, heu, a-e-i-o-u, an-on-in-ou, et dont les parents, initiés,
croient qu'il parle très bien parce qu'ils le devinent, comme
la chèvre devine les chevrottements de ses biquets.

Il ne s'agit pas, faut-il le dire, afin de forcer ces enfants à détailler leurs sons confus, de distinguer pour eux entre muettes, liquides, labiales, gutturales, et de leur donner un cours d'élocution. Évidemment non, puisque les leçons doivent commencer même dans les familles du peuple et s'adresser aux tout petits. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir quinze ans ni le génie d'un Mounet-Sully pour découvrir, du moins en pratique, que les consonnes marquent le trait distinctif des mots. C'est sur elles que l'organe donne son coup de marteau. Et c'est ce coup de marteau qui fait que l'oreille ne s'y trompe pas.

* * *

Au surplus, un maître d'école intelligent s'apercevra vite, s'il ne le sait déjà, qu'un langage ainsi marqué à coups de consonnes doit être parlé à coups de volonté, et que ces coups répétés de volonté développent l'énergie et affermissent le caractère — chose peu superflue en éducation. "Entre la langue et le caractère d'un peuple, disait Leibnitz, il y a la même relation mystérieuse qu'entre la lune et la mer." Je n'ose pas imaginer ce que Leibnitz aurait pensé de la veulerie de notre peuple, s'il avait entendu l'articulation veule et les syllabes flasques et vaincues, sorties des bouches molles de nos jeunes gens.

Un enfant qui marque nettement la différence entre un p, un d, un b, un v, un l et un m, manifeste déjà de la fermeté, de la décision. Il prend parti. Ce n'est pas ceci, c'est cela qu'il veut dire ! Il impose sa volonté aux mots; il l'imposera bientôt aux choses, il l'imposera aux hommes. C'est un caractère. C'est lui qui veut mener, qui mène, qui mènera partout, tous ces êtres de gélatine, camarades informes dont la bouche s'ouvre pour ne laisser échapper que des bruits, qui parlent, interpellent leurs parents,

répondent et crient avec des syllabes de jeune corneille affamée.

L'un de nos Pères irlandais me disait, l'autre jour, qu'il trouve la même mollesse chez ses élèves.

On dirait que la plupart de nos enfants, si vifs et si agiles pour tout le reste, ont la mâchoire, la langue, le gosier, les organes du langage ankylosés. Ils ressemblent aussi peu sur ce point aux petits Français, que le *Parisian french* des *High schools* ressemble à celui de Paris, et que nos hâbleurs de hustings ressemblent à Albert de Mun. Ils ont, semble-t-il, la langue empâtée — avec un paquet d'ouate dans la gorge.

Quand les élèves de l'admirable professeur qu'était notre vieux P. Grenier ne martelaient pas assez vaillamment leurs syllabes, il leur demandait, martelant lui-même ses mots comme sur une enclume: "Avez-vous du poil dans la bouche?" Et comme il était Canadien jusqu'aux ongles, il ajoutait quelquefois: "Contentez-vous d'en avoir aux pattes!"

Écoutez bien causer nos enfants — et souvent de grands enfants, et souvent de vieux enfants — ou regardez-les jouer. Si vous n'êtes pas initiés à leurs enfilades de commandements, d'appels, de reproches, d'injures, vous n'y comprendrez rien. Non pas à cause de l'argot ou des anglicismes; mais parce que toutes ces assonances, criées souvent à tue-tête, sortent de ces bouches pâteuses en mots amputés de leurs consonnes, en gammes de couacs, en langage d'agneau bêlant après son lait.

Essayez d'épeler le verbe *envoyer*, dont un joueur de crosse se sert pour ordonner à un camarade de lui lancer la balle: *aouëie! haouëie! enouëie!* Il n'a pas le courage de prononcer le v. Ce v-là le gêne; il passe mal à travers la ouate.

Faites dire leurs noms à des écoliers, le jour d'une rentrée des classes. Vous aurez droit de vous féliciter, si, après deux ou trois reprises pour chacun, vous arrivez à savoir comme ils se nomment. Ce n'est pas timidité ou de ce qu'ils parlent trop bas, non; mais ils ont, là, la bouche ouverte, avec l'air que ça donne, inhabitués à fermer et à ouvrir les lèvres pour séparer les syllabes et leur faire rendre leur son propre. Le maître demande:

— Veux-tu me dire ton nom, mon enfant?

— Oueh.

Il y a dans *oui* un *i* qu'il n'a pas l'énergie de pincer pour le faire résonner.

— Eh bien, dis-le moi, ton nom.

L'enfant remue mollement l'organe ouvert, d'où sortent des voyelles sans physionomie.

— Comment? reprend l'instituteur d'un ton encourageant; prononce ton nom comme il faut.

Nouveaux sons, comme de la bouche d'une poupée allemande, quand on lui pèse sur le ventre.

Avec ces voyelles collées les unes aux autres, le maître, au meilleur de sa connaissance, écrit des noms abracadabrants: *Olion* pour Napoléon, *Oie* pour Lavoie, et... n'importe quoi!... *Greluche* pour Laframboise.

* * *

Il en va de même pour d'anciens enfants. Plus d'un professeur s'époumonne, et des douzaines de nos orateurs s'égosillent et nous étourdissent pour arriver juste à n'être pas compris. Le jeu vraiment ne vaut pas la chandelle. Hier encore, j'assistais à un discours dans une petite salle d'une acoustique étrange et merveilleuse. - Il eût suffi d'un filet de voix, nette, ponctuée, volontaire et précise, avec des mots bien détaillés, pour y être, sans fatigue pour per-

sonne, parfaitement entendu. L'orateur, au contraire, épuisé, s'épongeant, toute sa machine respiratoire en feu, tous ses tuyaux ouverts, réussit à nous laisser l'impression compatissante de ses sueurs, de ses gestes d'athlète et de sa puissance gutturale, avec le regret de tout ignorer de la cause si belle pour laquelle il s'était condamné à un pareil martyre.

Il m'est arrivé cent fois, pendant des missions, de prendre des noms pour la ligue du Sacré-Cœur. A l'avance, je demande à tous de parler distinctement. De braves paroissiens, solides, beaux timbres de baryton, s'approchent et se nomment à tour de rôle. Et comme d'ordinaire je n'y comprends rien: "Pardon, dis-je, vous...? — Ils répètent, plus haut, plus fort. Souvent, à la troisième répétition, c'est un cri. Après le cri, ne voulant pas pousser plus haut — dans l'église, c'est toujours gênant — je recours au morcellement du nom; je procède par partie, afin d'arriver au tout.

— S'il vous plaît, monsieur, vous avez dit: Por...
Porte... Porte... quoi?

— Portelance!

— Ah! fort bien, fort bien. Quel joli nom!

— Et vous, mon ami, vous vous appelez?...

Je reçois par la tête trois ou quatre sons bruyants, égarés entre des anches.

— Vous dites: Lala... Lalaïante?...

— Non, Lalayette!

— Oui, oui, bon, Lalayette, je comprends, merci.

— Non! puisque je vous le dis, Lalancette!

— Très bien, très bien, je vous demande pardon, Lalancette, c'est ça.

Et le ligueur Lalancette me lance deux yeux qui me crient encore plus haut que ses anches: êtes-vous sourd?

Il n'en revient pas de voir qu'un "homme instruit comme ça" ait eu tant de mal à apprendre un nom que lui, ignorant, sait par cœur d'un bout à l'autre, et depuis longtemps !

* * *

Qui n'a senti, en lisant les patientes leçons de nos grammairiens, l'envie de les supplier : De grâce, déliez donc d'abord la bouche des Canadiens ! Otez à leur lèvres cette mollesse de linge mouillé. Introduisez-leur, s'il vous plaît, un petit courant d'énergie dans les organes de la parole ; — ça servira peut-être à leur en introduire ailleurs. Faites-les articuler ce qu'ils disent, même leurs phrases métisses, croisées d'anglais ! Votre travail, digne de tant d'éloges, ô sarcleurs de la "Vie courante", de tous les "Corrigeons-nous", de tous les "Parlons mieux", de tous les "Bulletins", consiste à corriger ceux qui parlent mal notre langue. Eh bien ! je vous présente des Canadiens-français qui ne la parlent pas. Il me semble que c'est radical. Car ce n'est pas parler notre langue que de se la coller au palais, d'engluer la moitié de ses syllabes dans une bouche de mollusque, et d'y faire passer l'autre moitié comme un balbutiement à travers un trou.

Une langue molle ! sans consonnes ! C'est un marteau d'étaupe, une épée de flanelle. C'est un corps sans nerfs et sans os. Il n'y a pas plus de ressemblance entre ce langage désarticulé, ces voyelles prises en gelée, et le vrai français distinctement parlé, qu'il n'y en a entre un poulet désossé et un coq gaulois, un beau Chantecler saluant de ses notes claironnantes le lever de l'aurore.

Et donc, apprenons aux enfants, aux éducateurs, surtout aux très puissantes éducatrices que sont les mères de famille, à faire vibrer sur les lèvres canadiennes les fermes syllabes françaises. Cela presse autant que tout

le reste. C'est un sujet qui crie: au secours! Dussions-nous pendant un jour donner un peu de répit à l'anglicisme — l'ennemi! — et laisser nos marchands "settler" leurs comptes, nos avocats "filer" leurs protêts, nos dîneurs murmurer à l'oreille de leur voisin: "Je vous remercie pour le beurre", nos mondaines s'acheter un beau "set de salon", deux ou trois "sets de boutons", un "set de vaisselle", afin de recevoir "correct", ma chère, un "set d'amis très smart".

Guerre aux bouches molles!

LOUIS LALANDE, S.J.

NOS ENQUÊTES

L'intérêt suscité par l'article de M. J.-N. Cabana, *Pour nous et chez nous*, nous incite à prendre l'initiative d'une plus complète enquête sur le sujet que traitait notre distingué collaborateur.

Nous essaierons donc, en étudiant certains bilans et les statistiques officielles, de montrer quel emploi bienfaisant, du point de vue général de la race, les Canadiens-français peuvent faire de leurs épargnes et quelles pertes ils subissent du fait de leur négligence.

Pour cela, nous aurons besoin du concours de nos amis et nous les prions de nous communiquer les pièces qu'ils détiennent et qui pourraient éclairer ce sujet: le bilan de certaines sociétés de secours mutuel, par exemple.

A TRAVERS LA VIE COURANTE

Les calendriers Les calendriers vont faire bientôt leur apparition. Chaque maison, riche ou pauvre, aura le sien, et dans plusieurs maisons chaque chambre. Il variera suivant l'occupant. L'homme d'affaires et l'humble ménagère se contenteront d'un calendrier-réclame où quelque compagnie commerciale étalera son nom en gros caractères, tandis qu'aux jeunes, à qui la vie sourit encore, il faudra une gravure artistique, évocatrice de beauté et de poésie.

Mais quels que soient le sujet et la couleur du calendrier, un trait commun doit marquer tous ceux qui pénétreront dans nos foyers. Ce trait c'est la physionomie française, cet ensemble de détails, d'inscriptions surtout — hommages du donateur, noms des jours et des mois, etc. — qui donnent au plus simple calendrier une allure, une langue, une âme s'accordant à nos traditions.

Nous avons déjà insisté sur ce point. Nous y revenons encore. De remarquables progrès ont été faits. Le grand nombre, croyons-nous, des calendriers offerts par les marchands ou hommes d'affaires canadiens-français à leurs clients sont maintenant ou français ou bilingues. Or, qu'il fut loin d'en être ainsi, à une époque relativement récente, personne ne l'ignore. Ce n'est pas encore toutefois le triomphe complet. Et c'est pourquoi tout homme qui veut contribuer à l'obtenir doit, non seulement ne pas offrir à un client ou à un ami un calendrier aux inscriptions anglaises, mais aussi, s'il en recevait un lui-même, le renvoyer ou du moins ne pas s'en servir.

Le français et le commerce Ce geste est nécessaire. Il se rattache, dans bien des cas, à la campagne qui s'impose de remettre en relief la valeur commerciale du français, de ne pas permettre qu'on l'exalte comme langue diplomatique et qu'on l'écarte comme langue d'affaires. De cet ostracisme injuste n'avons-nous pas, presque tous les jours, des exemples? La *Tribune* de Sherbrooke et le *Journal de Waterloo* signalaient encore récemment un cas typique. Dans des centres en majorité canadiens-français on tient des expositions où la langue française est complètement négligée, où les visiteurs étrangers sont portés à croire qu'ils se trouvent dans un

milieu purement anglais, où l'impression se crée, chez nos propres compatriotes, que leur langue ne compte plus quand il s'agit d'affaires. Et de là pour ceux-ci à l'abandonner afin de réussir, de faire leur chemin dans le monde, il n'y a qu'un pas. Qu'on lise, si on veut s'en convaincre, les noms anglais — que publient presque chaque jour les journaux — des nouvelles sociétés industrielles ou commerciales formées par des Canadiens-français.

Or c'est là contre, contre cet ostracisme et contre ce préjugé, qu'il faut se rebeller, qu'il faut protester sans relâche. Nous vivons dans un pays bilingue où, quelle que soit l'importance de la langue anglaise, la langue française ne saurait être quantité négligeable.

La leçon des faits

Les événements d'ailleurs sont en train de reviser, sur ce sujet, bien des procès sommaires. Si l'on eût dit, par exemple, il y a un an, à de jeunes sténographes canadiennes que leur connaissance du français leur vaudrait d'être choisies pour occuper une position de confiance aux États-Unis et y gagner de hauts salaires, plus d'une incrédule n'aurait-elle pas souri ? Et cependant tel est bien le fait qui s'est produit récemment.

Il est bon qu'un acte de cette nature n'ait pas passé inaperçu. Il fera tomber d'ineptes préjugés et il amènera peut-être quelques commissions scolaires anglaises, désireuses d'assurer à leurs élèves un avenir lucratif, à imiter celle de Westmount qui vient d'établir dans ses écoles un enseignement sérieux du français.

La note pontificale

Avons-nous besoin d'ajouter que les événements consacrent aussi de plus en plus la valeur diplomatique de la langue française ? C'est en français que le Souverain Pontife vient d'envoyer sa note sur la paix non seulement à la France, mais encore à toutes les nations, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Autriche, à la Turquie, à la Russie. Que les Prussiens de l'Allemagne s'en soient quelque peu offusqués, il fallait s'y attendre; mais Benoît XV connaissait trop les usages de la diplomatie pour se laisser arrêter par ces protestations prévues.

Le timbre de la Confédération

Plût au ciel que nos gouvernants eussent le même sens du droit et de la justice ! Ils auraient dédaigné, eux aussi, les cris des Prussiens... de l'Ontario et nous auraient donné, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Confédération, un timbre bilingue. Ils

se sont bien gardés de le faire. Tant pis pour eux ! La langue française qu'ils s'acharnent à blesser n'en mourra pas. Ils auront passé depuis longtemps, eux et leur postérité, que ses claires syllabes retentiront encore, jeunes et vengeresses, redisant aux générations les traitements infâmes que ces petits tyrans lui firent subir. Leurs injustices n'auront contribué qu'à nous y attacher davantage, qu'à l'immortaliser sur les lèvres canadiennes.

PIERRE HOMIER.

LA SOCIÉTÉ DU PARLER FRANÇAIS

La *Société du Parler français* vient de constituer son bureau de direction pour 1917-1918. Les deux directeurs sortant de charge, MM. l'abbé Antonio Huot et le docteur Arthur Vallée, ayant été réélus, ce bureau se trouve ainsi composé : président d'honneur, Mgr Frs Pelletier, recteur de l'Université Laval ; président, M. l'abbé Antonio Huot ; vice-président, M. le docteur Arthur Vallée ; secrétaire général, M. Adjutor Rivard ; archiviste-trésorier, M. l'abbé Camille Roy ; directeurs : S.G. Mgr P.-E. Roy, archevêque de Séleucie, Mgr C.-O. Gagnon, l'honorable M. Cyrille Delâge, surintendant de l'Instruction publique, M. le docteur Calixte Dagneau, M. l'abbé Cyrille Gagnon, M. le chanoine Charles Beaulieu, M. L.-P. Geoffrion.

Dans un article fort intéressant, le *Parler français* résume ainsi le travail auquel s'intéresse particulièrement la Société : "Après la première assemblée générale, les membres se sont donné rendez-vous pour les soirées du lundi, à 8 heures.

"C'est, en effet, tous les lundis, à 8 heures, que les bons ouvriers de l'oeuvre entreprise par la Société du Parler français se retrouvent pour continuer dans une commune pensée de patriotisme, et dans l'échange le plus cordial d'une très simple camaraderie, le travail commencé et poursuivi depuis quinze ans déjà. On y étudie, exactement pendant une heure et demie, — neuf heures et demie est l'heure obligée de la séparation, — les vieux vocables du parler français qui se rencontrent encore sur les lèvres de nos gens, et aussi les nouveaux, bien ou mal faits, qu'inventent la logique populaire ou le laisser aller parfois regrettable, l'insouciance verbale de toutes gens. On met sur fiches les observations ; on fait à chaque mot son état philologique, et l'on recherche avec soin ses origines françaises ou canadiennes. Le travail est austère le plus souvent, très amusant parfois, toujours ins-

tructif pour ceux qui s'y emploient. Il contribue à édifier lentement le glossaire canadien-français, que certains peuvent estimer n'être pas une oeuvre pratique, mais qu'une province linguistique doit s'estimer heureuse de posséder. La plupart, sinon toutes les provinces du parler français ont, en France, un semblable glossaire dont s'honore chaque petite patrie. Il ne peut être indifférent à un Canadien-français, attaché aux choses de sa province, que nous puissions un jour posséder le nôtre."

Le travail de recherches que poursuivent, avec une si méritoire ténacité, les "bons ouvriers de l'oeuvre entreprise par la Société du Parler français," ne peut laisser indifférents que ceux qui ne réfléchissent point à la complexité du problème qui se pose devant nous. Il ne suffirait pas, et ceux qu'il intéresse le plus, seraient les derniers à le prétendre, à résoudre ce problème, mais il a sa place, sa bonne place, dans l'ensemble de l'oeuvre qui sollicite notre effort à tous.

Souhaitons à la Société du Parler français et à sa revue, le *Parler français*, de nouveaux succès, une prospérité croissante. — O. H.

NOTRE ALMANACH DE 1918

L'*Almanach de la Langue française* est paru pour la troisième année. Tiré, la première année, à 10 mille exemplaires, il en est rendu à 25 mille. Il n'en tient qu'à ses lecteurs des années passées, par leur propagande active et intelligente, de faire monter le tirage, cette année même, au-dessus de ce chiffre déjà remarquable.

L'almanach de 1918 s'ajoute avec fierté aux précédents. La Ligue des Droits du français déplore certes de n'avoir pu donner à certaines parties les développements qu'elle espérait. Mais tel qu'il apparaît au public choisi des véritables patriotes, cet almanach est appelé à faire réfléchir tous ses lecteurs et à leur suggérer des résolutions énergiques d'indéfectible amour pour leur langue et leur foi.

C'est déjà l'impression que notre almanach a créée chez un rédacteur de la *Tribune* de Saint-Hyacinthe: "Chaque foyer canadien-français, écrit-il, voudra lire et conserver l'*Almanach de la Langue française* de 1918. Les enfants, en particulier, devraient savoir de mémoire tout ce qui y est si bien dit de très intéressant sur les choses canadiennes. L'*Almanach de la Langue française* est notre almanach à nous, Canadiens-français; nous devons tenir à honneur d'en faire la publication la plus répandue, la plus lue, la plus estimée, la plus aimée

de tout le Canada et même de toute l'Amérique du Nord. Il deviendra, si nous le voulons, le livre de la reconquête des droits du français dans notre pays, le *vade-mecum* de notre vie nationale."

La table des matières, que nous reproduisons à titre documentaire, justifie, croyons-nous, modestement, cette appréciation enthousiaste.

Il a gagné ses épaulettes, avec musique. — *La Croisade nécessaire* (PIERRE HOMIER). — *Les Collèges classiques français du Canada* (R. P. E. LECOMPTE, S.J.). — *La Croix du défricheur* (ALBERT FERLAND). — *Le fusil de mon grand-père* (le Père AMBROISE). — *Éphémérides canadiennes*. — *Carnet de la ménagère*. — *Collège de l'Assomption, Worcester, Mass.* (photographie). — *Chez les Franco-Américains*. — *Une silhouette* (F. LEMARC). — *Louis Hébert et la Colonisation* (ABBÉ COUILLARD-DESPRÉS). — *Louis Hébert, premier colon* (photographie). — *L'hygiène et l'alimentation* (DR JOSEPH GAUVREAU). — *Lucien-Alexandre Beaudoin* (photographie). — *Le testament de l'abbé Beaudoin*. — *Une page de notre histoire* (ABBÉ L. GROULX). — *Les diocèses de l'Ontario*. — *Vocabulaire du jeu de Tennis*. — *Plan d'un cours de Tennis* (graphique). — *La lutte en caricature*. — *Une institution économique* (ANATOLE VANIER). — *Ils sont un peuple sans histoire*, avec gravure (FR. MARIE-VICTORIN). — *La leçon des statistiques*, avec graphique (FÉLIX BOISVERT). — *Autour du ber* (BLANCHE LAMONTAGNE). — *Les champions du français — Jules-Paul Tardivel*, avec photographie (OMER HÉROUX). — *L'année française* (JEAN-CHRYSOSTOME MARTINEAU). — *Règlements de chasse et de pêche*. — *Calendrier*.

C'est, on le voit, sous un format réduit, une espèce d'encyclopédie nationale, où nos meilleures plumes ont voulu fixer chacune un trait caractéristique de notre race.

Les commandes parviennent déjà depuis quelque temps au secrétariat de la Ligue. Il est plus prudent de donner la sienne le plus tôt possible. Les conditions de vente sont comme suit: 15 sous l'exemplaire, \$1.50 la douzaine, \$10 le cent, \$75 le mille, frais de port en plus (3 sous l'unité, 22 sous la douzaine).

NOS CARNETS D'ABONNEMENT

Nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui veulent faire de la propagande des carnets contenant dix formules d'abonnement. On n'a qu'à les réclamer au secrétariat de la Ligue des Droits du français, bureau 32. Immeuble de la *Sauvegarde*, Montréal.

TRIBUNE DE NOS LECTEURS

LA VALEUR "PRATIQUE" DU FRANÇAIS

Montréal, le 24 octobre 1917.

Monsieur le directeur,

On est trop souvent porté à ignorer les avantages pratiques du bilinguisme. Sans doute, la lutte que nous faisons en ce moment s'inspire surtout de motifs sentimentaux, d'ordre plus idéal que pratique. Nous voulons faire reconnaître nos droits à parler "en plein jour" la langue de nos aïeux et même — ce qui est un contresens — fût-il plus pratique et plus payant de ne parler qu'une langue, nous insisterions pour apprendre la française, afin de rester fidèles à la tradition, afin d'accomplir notre mission ici-bas qui est de continuer ceux qui nous ont précédés. Mais la réalité toute simple et toute nue, c'est qu'il est beaucoup plus payant de savoir le français, à condition de le savoir comme il faut, si on y joint une connaissance suffisante de l'anglais, que de ne savoir que la langue de la majorité.

Est-ce fanatisme? est-ce difficulté à surmonter les règles compliquées de l'orthographe et de la grammaire française? mais, le fait est acquis qu'un très petit nombre de nos compatriotes anglais se mettent à l'étude de notre langue. A la vérité, du point de vue anglais et, plus particulièrement, du point de vue du commerce anglais il serait plus payant de faire de ce pays un pays unilingue. Que de comptes de traductions supprimés dans les maisons de Toronto (qui d'ordinaire paient très cher cette informe salade russe qu'on baptise le "français-parisien"), que de fonctionnaires supprimés dans les administrations des compagnies et du gouvernement fédéral, que de commis-voyageurs recrutés parmi les seuls Anglais! Mais un réveil opportun a remis en faveur le français dans une province de deux millions d'habitants et dans les nombreux flots français de tout le pays. Si on veut isoler politiquement ce noyau, il n'est pas question encore de l'isoler économiquement, de l'affamer, car il ne demande rien pour rien et l'argent n'a pas plus de nationalité que d'odeur.

Dans notre pays même — le fait est si banal qu'il vaut à peine d'être mentionné — què de gens doivent leur situation à leur connaissance du

français; mais ce n'est pas seulement chez nous que le français revêt une valeur économique. Il nous a été donné d'en avoir une preuve éclatante il y a quelque temps où on faisait annoncer dans les journaux que les interprètes français pour servir dans l'armée américaine recevraient de bons salaires; quelques semaines plus tôt, on avait engagé des sténographes canadiennes-françaises, à plus du double du traitement qu'elles touchent d'ordinaire, pour les charger de la traduction en anglais de la correspondance de la commission française d'achat aux États-Unis. Après la guerre, les perspectives apparaissent excellentes. Le commerce du Canada, suivant les conseils du ministre du commerce, sir George E. Foster, cherchera sans doute à s'emparer de nouveaux marchés. Particuliers ou gouvernements devront donc envoyer des agents en Amérique du Sud. Or, personne n'ignore qu'en Argentine comme au Brésil et chez tous leurs voisins la langue seconde est le français. On recommande, par ailleurs, de tirer des profits durables de l'alliance accidentelle du Canada avec la France, durant la guerre actuelle, et, certes, toutes les compagnies qui désireront envoyer des représentants en ce pays seraient bien en peine de les trouver parmi les anglophones. Il leur faudra s'adresser aux nôtres du Québec ou des autres provinces.

Ne perdons donc jamais de vue l'utilité pratique du français et que ce nous soit un encouragement à l'apprendre davantage, à exiger qu'il soit enseigné à nos enfants et à faire comprendre à ceux-ci tout le profit qu'ils retireront, même au point de vue pratique, de la connaissance parfaite de notre langue.

Veuillez croire, M. le directeur, etc.,

LOUIS DUPIRE.

Un de nos lecteurs a reçu la lettre suivante: "Voudriez-vous être assez bon de me dire si, à Montréal ou ailleurs, en Canada, il y a une maison canadienne-française s'occupant de fournir et d'imprimer des sacs de papier, de coton, etc., comme le font la *Canadian Bag* ou la *Smart Wood Ltd.*? Ces sacs ou poches sont ordinairement pour mettre différentes sortes de farine."

Quelqu'un de nos lecteurs pourrait peut-être fournir cet utile renseignement.

JOURNAUX, LIVRES ET REVUES

DEUX ÉTUDES

La *Revue Canadienne* publiée, dans sa livraison d'octobre, deux remarquables études lues aux cours de vacances de l'Université Laval de Montréal et qui se rattachent à la question de langue: l'une, du R. P. D. Charette, du collègue de Joliette, sur la *Grammaire historique du français: son emploi dans l'enseignement*; l'autre, du R. F. Marie-Victorin, de Longueuil, sur les *Sciences naturelles au Canada*.

Dans la première, l'auteur définit la grammaire historique, dit comment l'enseigner et analyse les origines du français. Patriote éclairé, il n'oublie aucune des conclusions pratiques qui découlent de son travail. Deux extraits suffiront à montrer que le savant se rappelle les reproches que l'on prodigue quotidiennement à ses compatriotes et que la plus haute fierté habite son cœur:

“Dans sa conférence intitulée la Langue française au Canada, et lue devant l'Union catholique de Montréal, le 10 mars 1901, M. J.-P. Tardivel a démontré péremptoirement que nos Canadiens du XVII^e siècle et du XVIII^e parlaient la langue alors usitée à Paris et même à la cour de Louis XIV. Quand nos habitants, il y a vingt-cinq ans et même à une époque plus reculée, prononçaient dret, je cré, je crayais, qu'ils prononcent encore de même, ils étaient, et ils sont dans la vieille tradition. Les preuves que le directeur de la Vérité apporte, reposant en majeure partie sur les témoignages, sont extrinsèques. A l'aide de la grammaire historique, on peut fournir des preuves intrinsèques. On peut démontrer scientifiquement que le langage de nos aïeux était réellement du français.

.....

“Une science qui ouvre des horizons nouveaux sur la langue, qui permet d'en saisir le génie avec plus de netteté et d'en savourer les finesses, mérite à bon droit l'attention des professeurs et des éducateurs consciencieux. Telle est la grammaire historique. Par elle, l'élève, connaissant mieux la noble origine de sa langue et ses affinités glorieuses, l'aimera davantage et saura la défendre, à l'occasion, avec plus de conviction. Quand on viendra lancer à la face d'un jeune Canadien-français renseigné en matière de langue cette affirmation, aussi erronée que grossière, que nos aïeux ne parlaient

qu'un vulgaire patois, il pourra se dresser hardiment, corriger le mensonge et prouver scientifiquement que le parler de ses ancêtres était le français de Corneille et de Bossuet.

“Mettre dans l'enseignement de notre langue une dose convenable de grammaire historique, ce n'est donc pas seulement faire l'oeuvre du savant et du pédagogue soucieux d'appliquer les méthodes les plus efficaces; c'est encore agir en patriote sage et résolu à ne rien négliger pour tremper fortement l'âme de notre jeunesse canadienne-française. Que l'enseignement du français dans nos classes fasse de nos élèves des Canadiens-français plus fiers de leur race et de son verbe si pur, c'est notre ambition à tous. A cette oeuvre, à la fois éducative et patriotique, la grammaire historique peut apporter un précieux appoint. Souhaitons qu'elle coopère efficacement à la conservation du doux parler des aïeules et des aïeux sur les lèvres fraîches de nos neveux et arrière-petits-neveux.”

Le travail du R. F. Marie-Victorin, qui touche à tant de choses importantes: utilité économique et pédagogique des sciences naturelles, etc., contient des pages fort curieuses sur les erreurs de botanique commises par Fréchette et Chapman. Il y a là, du simple point de vue littéraire, une étude du plus vif intérêt et qui tend, comme celle du R. P. Charette, à une conclusion fort pratique. C'est que, si les écrivains canadiens veulent édifier oeuvre durable, faire connaître et aimer leur pays, ils doivent essayer de le voir dans sa magnifique réalité et ne pas composer, avec des couleurs empruntées, des tableaux factices.

PÉNIBLE CONTRASTE

On a pu lire, dans la *Libre Parole* de Paris, numéro du 21 septembre 1917, au cours d'un article sur le *Réveil des nationalités catholiques*, écrit par un spécialiste, M. Léon Weterнове, aujourd'hui prisonnier en Allemagne, ces paragraphes sur les Polonais d'Allemagne et de Russie:

“Aux uns et aux autres, il manquait la pleine liberté. Du côté allemand, la langue polonaise était proscrite de l'enseignement religieux. De l'autre côté, c'étaient les tracasseries de la bureaucratie tsarienne qui, moins tyrannique sous Nicolas II que sous Alexandre III, comprimait cependant de bien des côtés la vie religieuse polonaise.

“Grâce à Dieu, les entraves tombent, en partie du moins.

“D'une part, les oreilles encore vibrantes des réclamations de Kautsky, député polonais au Reichstag, et comprenant enfin qu'il importe de se montrer bienveillant à l'égard de ces Polonais allemands qui aspirent eux aussi à une Pologne restaurée, les autorités prussiennes ont permis, il y a quelques mois, l'usage de la langue polonaise dans l'enseignement religieux. D'autre part, la révolution russe, lorsqu'elle a abattu le tsarisme, a jeté en même temps par terre le despotisme orthodoxe, et annoncé la liberté des cultes. Le temps est proche, semble-t-il, où le catholicisme polonais, libéré et corrigé des erreurs d'antan par un long siècle d'épreuves, va pouvoir, dans l'union de toutes ses forces, organiser, perfectionner sa vie spirituelle, intellectuelle, sociale.”

On constatera avec chagrin que la guerre, si elle a amené les Prussiens à desserrer l'étau où étouffaient les Polonais, n'a pas eu chez nous les mêmes résultats, en dépit de toutes les déclamations sur le droit des peuples et le libre développement des petites nationalités.

LE MOT DE DURHAM

L'Almanach de la Langue française publie un conte émouvant du R. F. Marie-Victorin, des Écoles Chrétiennes, sur la parole fameuse de lord Durham: “Ils [les Canadiens] sont un peuple sans histoire et sans littérature.” M. l'abbé Chartier, de l'Université Laval, dont l'Action française aura prochainement le plaisir de publier un important article, a consacré à ce mot toute une étude dans la *Revue Canadienne* d'août 1917.

C'est une page que nous recommandons à l'attention de nos lecteurs.

LE VIEUX MONTRÉAL

On n'a pas oublié la manifestation qui commémora le 275^e anniversaire de la fondation de Montréal, manifestation à laquelle notre revue s'associa par un vibrant article de M. l'abbé Groulx. On se rappelle que l'un des points intéressants de cette manifestation fut la visite du *vieux Montréal*.

Le président de la *Société historique* de Montréal, M. Victor Morin, qui fut l'un de nos guides au berceau de Montréal, a eu l'heureuse pensée de rédiger la substance des renseignements qu'il donna ce jour-là à ses compagnons de pèlerinage. On trouvera cette étude dans la livraison de septembre-octobre du *Bulletin* de la *Société de géographie de Québec*. C'est une pièce à conserver.

L'AFFAIRE MASSÉ

Pierre Homier a salué ici même le courage de M. Massé, ce patriote de Windsor qui se laissa jeter au cachot pour affirmer les droits du français dans l'ordre fédéral.

Le *Petit Canadien*, organe de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, publie, dans sa livraison d'août, le dossier de l'affaire jusqu'à date.

L'HISTOIRE ACADIENNE

M. l'abbé Camille Roy, dans le *Parler français* d'octobre, dit de l'*Histoire acadienne* de notre dévoué collaborateur: "*M. l'abbé Groulx a retracé en pages vigoureuses l'histoire du peuple persécuté, qui renaît avec tant de vigueur, et qui porte en son âme héroïque tant d'espérances.*"

De l'avis de tous ceux qui l'ont lue ou entendue, la conférence de M. l'abbé Groulx qui fait le fond de cette brochure est l'une des plus émouvantes pages qu'ait écrites le jeune professeur.

Elle a été tirée à cinq mille exemplaires et se vend au secrétariat de la Société Saint-Jean-Baptiste, au Monument National, à Montréal. Prix: dix sous.

UN TÉMOIGNAGE ANGLO-PROTESTANT

On sait que M. Sutherland, l'inspecteur général des écoles protestantes de notre province, nous a déjà apporté le témoignage public de sa sympathie. A la réunion de la *Dominion Educational Association* (31 janvier—1er, 2 février), il avait donné à ses collègues des autres provinces d'intéressantes précisions sur la situation de la minorité protestante chez nous. Il a bien voulu résumer et compléter ces notes pour l'*Enseignement Primaire* de septembre. Nous les reproduirons, dans le texte anglais, le mois prochain. Elles serviront la cause.

LA COMPTABILITÉ BILINGUE

M. Alfred Verreault, d'Ottawa, vient de publier sous ce titre une étude dont nous espérons donner bientôt un commentaire détaillé. Notons tout de suite qu'elle se vend 25 sous l'exemplaire, 28 sous franco; \$2.40 la douzaine. S'adresser chez l'auteur, 255 rue Wilbrod, Ottawa, ou au journal le *Droit*. — O. H.

PARTIE DOCUMENTAIRE

LE DISCOURS DE MGR GAUTHIER AU "WIN THE WAR"

Voici le texte, dont la publication a malheureusement été trop retardée, du discours prononcé au congrès dit Win the War, par Mgr Georges Gauthier, évêque auxiliaire de Montréal, le 18 mai dernier:

Mr. President:—

First of all, allow me to express to the organizers of this Convention, my appreciation of the honor conferred upon me by their gracious invitation to address this important gathering. It is very certain that the present war is the cause of grave anxiety to all: more certain still, is the fact that our cares will not cease with the signing of the Peace-Treaty. The "after-war" problems will long continue to absorb the attention and devotedness of all those who love their native land: — and as we ourselves love our country as much as any one, we have followed with keen interest, the deliberations and laudable desires of your Congress.

I frankly own that it is rather novel that a French Canadian Bishop should have a voice in this assembly: — Imagine! a Catholic Bishop, a member of that terrible hierarchy painted in such dark colors in certain parts of our fair Dominion! Perhaps, it were well that I should leave the comforting impression that those "terrible" Bishops have no thought of swallowing any Protestant whatsoever.

And right here, apropos of this much decried hierarchy: — Do you, my dear Non-Catholic Friends, really know what you owe to it? Without insisting, for the moment, on the part that Canadian Prelates have ever taken in all generous movements begun in the interest of the Canadian people, I can prove from their writings and deeds that the British Crown has never had more faithful subjects nor stronger supporters in Canada than the members of the Catholic, Canadian Hierarchy. Moreover, this is readily understood, because "Fidelity to the Established Powers" is not a matter of discussion for us Catholics. Now, let me recall but two of the greatest figures of the Catholic Episcopate of this country: Bishop Briand of 1775 and Bishop Plessis of 1812. These dates bring to mind two critical periods of our history

during which the English domination in Canada could have crumbled to dust in the twinkle of an eye. Then, while, the pretended loyalists were awaiting, on the Isle of Orleans, the final issue of the struggle, the Catholic Episcopate, supporting the Governor's efforts, called on the French Canadians to repel the invader. Reread the public letters of these Churchmen — see the influence they exerted and you cannot fail to acknowledge the debt of gratitude that even you, my dear Friends, owe to the Catholic Hierarchy. Honor is, indeed, due to such Protestant writers as Wyatt Tilby, and John Boyd — who have shown that if Canada is still a British possession, if there is a Province of Ontario, and if today, nine other provinces are so proud as she to float the British flag, it is thanks to the Catholic Hierarchy of Quebec.

What recognition, what requital have we had? Since you allow me to speak frankly and freely, I shall bring to your notice a few facts from Canadian History.

Not here the time nor place, to relate the exciting discussions which preceded the adoption of Federal Union. Those who care to look into the matter will find excellent food for reflection in Joseph Pope's *Confederation Documents*. What I want you to note particularly, is that this is not the *first time* in our country's growth that there has been question of National Unity. Those, who have read John Boyd's impartial Life of Sir George Cartier, must have marked that Cartier and McDonald had also their dream of National Unity, which, to them, appeared a reality in the light of the proposed Confederation. Far from their minds the thought that one part could absorb the other, or that a majority could abuse of its power against a feeble minority. *What* they struggled for is *what you* also desire, that is, the equality of our two races, and the mutual respect of our religious and educational rights.

From Pope's *Confederation Documents*, we learn that Robert Bell, member for Russell County, introduced a Bill demanding for the Catholic minority of Ontario the same privileges and guarantees which the McDonald-Cartier Government were ready to grant to the Protestant minority of Quebec. But in the face of unbending and systematic opposition on the part of the *Protestant Majority* of Ontario, *both bills* were *withdrawn*. Sir John A. McDonald, when explaining the withdrawal of the proposed laws, used words which have since become a tragic import to French Canadians: "The minority in each Province must anchor itself in the justice and generosity of the majority."

What did, in reality, happen? While the delegates from Upper and Lower Canada, New Brunswick and Nova Scotia were preparing the British North American Act in London, Sir Alexander Galt, who represented the Protestant minority of Quebec, had the following words added to Art. 41: And in any Province where a system of Separate or Dissident schools by law obtains, or where the Local Legislation may hereafter adopt a system of Separate or Dissident schools an appeal shall lie to the Governor in Council of the General Government from the acts and decisions of the local authorities which may affect the rights or privileges of the Protestant or Catholic minority in the matter of education. And the general Parliament shall have power in the last resort to legislate on the subject."

The Englishmen of the future Province of Quebec, you see, were, thus, prudently, providing safeguards against the Catholic French majority which would be mistress of the legislature. Events have shown that they did not need to fear. When, in fact, has the English Protestant minority of this Province suffered at our hands? Have we ever interfered with the direction of their schools? Have we ever tried to impose any regulation like that known as the XVII (17th.) — a regulation pronounced absurd by the best pedagogic authorities.

Let us now examine the other side: New Brunswick first assailed the New Constitution on the question of "Separate Schools" — and the Catholic, French minority there, lost its rights; the second time, the "school question" was posed in Manitoba, and the minority, French and Catholic, again, went under; later, Alberta, Saskatchewan and Kewatin saw their rights crumble to nothing in the same grave matter. Ontario is, today, facing the same weighty question of "Schools." You all know how the French and Catholic minority has been treated there, by the Protestant English majority. I am proud to say that the Province of Quebec is guiltless of any such assault on the letter and spirit of Confederation.

Herein, lies the great obstacle to National Unity, and I repeat *we* are not responsible for it. If the Catholic, French majority of Quebec treated the English, Protestant minority as French Canadians are treated in some other parts of the Dominion, we would see the "torch of war" blazing from the hills of Westmount to the very shores of the Pacific. We have been patient, we are so, still. Scarcely a week passes by, without certain Ontario newspapers publishing shameful libels on the Province of Quebec. — Where have you seen in print

that the Catholic religion is incompatible with the qualities of a loyal citizen, if not in Protestant newspapers? Where have you read that Ontario possesses the maximum of scientific light, of morality, of religion; and, Quebec the totality of ignorance, of intellectual bondage, and of superstition, if not in Protestant weeklies? Let me add, moreover, that the arch-enemy of National Unity is the politician who exploits for his own gain popular prejudice and passions. Cartier and McDonald, who fashioned the "Confederation Covenant," were men of justice and foresight, other politicians seem to be in a fair way of pulling down what *they* so strongly built up. However, we have no fears for the future. The French Canadian, despised and misunderstood, clings to the soil, ploughs his furrow, lifts his gaze to the Church spire, and awaits brighter days. But when we passionately love our native land, and see so much strength lost in fruitless quarrels of race and religion, our hearts are wrung with sorrow, because unscrupulous schemers succeed in preventing the realization of our dreams of an ideal National Unity.

I should not keep you so long when more eloquent orators are here to address you. A few words more, and I have done — some claim that we cannot hope for National Unity without *one-ness* of language, yet the *very British* Empire itself belies this statement. What could be more varied than its multiplicity or dialects, tribes and religious beliefs? And yet does this disparity of tongue, color and worship, prevent the Empire from giving us, in this moment, a magnificent example of loyalty and National Unity? Then look at Switzerland: Has it Unity of tongue, race or religion, and yet "the Swiss" and "the Patriot" are synonymous; — or heroic Belgium — tell me, could any singleness of race, language or religion have bred a more admirable example of patriotism and National Unity? On the other hand, did the use of a common tongue prevent the American Revolution, or the War between the North and the South? — The fact of speaking the same language as my next-door neighbor, does not necessarily make me his bosom-friend.

There is not in the whole Dominion, a French Canadian, who is not convinced of the importance of learning to speak and write English, correctly. This does not prove that he is less intelligent or less broad-minded than others. It proves simply that he understands his true interests. But, when he defends his mother tongue, he feels that he is upholding a cause so sacred and deep, that the peace of society rests on

its very foundations. He knows moreover, how very useful it is for him to know several languages. — I am happy to quote here the following words of a well known Canadian, Sir James Grant: "One of the most remarkable events in our history is the effort now being made by leading men in Ontario, the first Province of Canada, to demonstrate beyond doubt the true feeling of brotherly friendship towards the great French nationality, which has contributed so greatly in every line of action towards the progress and prosperity of our Dominion. The French language is a chief factor of strength, unity and increased mental activity. For forty years I have had the honor of representing the French catholic university of Ottawa in the council of the college physicians and surgeons, Ontario, and have been president and chief of staff of the general hospital (French and Catholic) for about the same period. Ottawa University holds a unique position as an educational institution. A large number of students are from the United States, chiefly to acquire a perfect knowledge of the French language. To this subject I have devoted careful investigation and with what result? The graduates, in the republic, have attained such renown, occupying the highest positions as lawyers, priests, physicians and even senators, the result of a high order of mental culture. In fact, what phosphates are to the soil in the production of our best grain, so the French language is to the brain cell in the development of the highest degree of intellectual power. The strongest lever of success in life is a thorough knowledge of the French language, which should be courageed in all our schools, from ocean to ocean, to strengthen the ties that unite us as a people."

I would like to cite from the *Canadian Magazine* an article from the pen of Hilton Radley, who marvels at the facility with which French Canadians learn English besides their Mother tongue: — His article referred to the proposed project of replacing in the High Schools the study of the German by that of Russian. He asks how it would be possible to make the pupils learn Russian or any other foreign language when they do not give themselves the trouble of acquiring the language of the thousands of French Canadians living in their midst.

Oh! I know there is another question, that of the present war. It is said that French Canadians have not done their part. I will not recall the statistics so often cited, and which show that our men have enlisted in a fair proportion to others. The exploits of the 22nd. Battalion have proved that French Canadians are also able to fight, and

fight against odds. But will you allow me to lay before you the principle set forth by an English writer: "A survey of the different parts of the British Empire in the present great crisis shows that the true unity and cooperation exists in every case in inverse ratio as the particular unifying methods of our coercionist friends have been employed." It is certain that if the French Canadians had been treated differently in respect to their language, if they had had the "fair play" which is the ordinary "trademark" of British Institutions, if instead of making absurd regulations to hinder them from learning their own language in the schools, they had been told: "You wish to learn English, well and good: We will also give you fair opportunity of learning French," the result of recruiting would have been very much greater. Above all, we would not see in our land those bitter discussions which really affect the peace of society.

In spite of all this, we remain confident. For, in the words of the "Monocle Man," in the Canadian Courier:

"There has never been a single movement against the French Canadians in this country that has not ended in a complete ethnological failure and a crushing defeat for the imprudent men who have tried it. The battlefield of prejudice and passion has often been the burying-ground of numerous ambitions full of promise."

We, my friends, shall strive for nobler things — when through mutual respect and appreciation, as a united body, we bend all our forces towards the realization of the ideals of those truly great statesmen who inaugurated the Confederation, then, and not till then can we be assured of the greatness and the prosperity of Canada: A greatness and a prosperity — measured by a higher standard than that of widely extended and profitable commerce, — by the uprightness and loyalty of its people, the only solid and stable foundation for a great nation.